



Après la « convention citoyenne » p. 1
Non à la hausse des droits d'inscriptions p. 2
Salut aux enseignant(e)s de Madagascar p. 2
Comment défaire les projets de budgets p. 3
Motion : démocratie dans le syndicat p. 3
Contre la répression p. 4
Contre le génocide à Gaza p. 4

n° 8

décembre 2025

1 euro



Pour un syndicalisme de combat
Tendance intersyndicale lutte de classe

Après 5 mois de « convention citoyenne », 4 000 suppressions de postes au budget

Le 23 novembre, la convention citoyenne commandée par Macron a remis son rapport « *pour mieux structurer les temps de l'enfant* ». Les dirigeants des organisations syndicales (sauf le Snudi-FO) l'ont validé par leur participation, aux côtés du Medef, des lobbys capitalistes de la restauration scolaire et du tourisme, des représentants du détournement massif de fonds publics au profit de l'endoctrinement à 96 % catholique. Les critiques qu'ils émettent maintenant que le texte est publié valent aussi cher que leur détermination à empêcher l'adoption du budget Lecornu.

En 254 pages et 20 propositions, les faux experts et les vrais candides, bien encadrés par les membres rétribués du Conseil économique social et environnemental, professent que les élèves se porteront mieux avec moins d'école. Voilà qui tombe à propos quand l'heure est à l'austérité pour les services dus à la population : le Sénat vient de valider la suppression de 4 000 postes dans l'enseignement. Les parents, les jeunes et les enseignants qui connaissent la pénurie de professeurs dans certaines matières, certaines académies, le manque criant de remplaçants, d'accompagnants pour les élèves à besoins particuliers, la disparition des réseaux d'aides, les choix limités d'options dans les quartiers pauvres, les classes chargées, savent que cette coupe ne sera en rien « époncée » par la baisse démographique puisqu'elle aggraverait encore la situation actuelle.

Baisse démographique que le budget de la guerre, lui, n'a pas l'air de craindre et que le chef d'état-major des armées Mandon ne rechignerait pas à accentuer phénoménalement... Il a déclaré le 17 novembre qu'il va falloir « *accepter de perdre ses enfants et de souffrir économiquement* ». Comme toujours, la souffrance n'est pas du côté du manche du fusil : au budget 2026, 57,1 milliards d'euros (+ 13 %) pour l'armée, 413 milliards d'euros programmés pour 2024–2030. Macron, qui vient de lancer le service militaire volontaire dans le but d'augmenter les rangs kaki de 50 000 soldats d'ici 2035, entend utiliser aussi les enseignants pour faire marcher au pas.

Notre nation doit mieux accompagner l'envie de servir de notre jeunesse. C'est ce que le ministère de l'éducation nationale aura à apporter. (Macron, 27 novembre)

Notre tendance intersyndicale appelle à la mobilisation pour garantir un avenir à la jeune génération. Elle rejette les propositions de la convention qui visent à diminuer l'enseignement qualifié pour la masse des élèves (réduction des programmes, du nombre d'heures de cours, intervenants extérieurs...) tandis que serait augmenté le temps de travail et la polyvalence des enseignants (semaine de cinq jours, encadrement « d'activités »...). Elle réclame l'égalité de traitement et de moyens sur tout le territoire, ni municipalisation de l'école, ni privatisation !

- À bas les budgets militaristes et réactionnaires ! Pas un euro, pas un jeune pour l'armée impérialiste française ! Aucune propagande à l'école pour l'armée et la guerre ! Aucun vote d'un parti qui se réclame des travailleurs pour financer l'armée impérialiste !
- Embauche d'enseignants qualifiés pour avoir moins de 25 élèves par classe et moins de 20 dans les quartiers populaires !
- 400 euros pour tou(te)s ! Égalité salariale hommes-femme ! Augmentation du point d'indice ! Échelle mobile des salaires et rattrapage du pouvoir d'achat perdu ! Abrogation de l'attaque Macron-Borne contre nos retraites !
- Pas un euro pour « l'enseignement » privé ! Expropriation et intégration des établissements privés à l'enseignement public ! Accueil de tous les enfants à l'école publique ! Titularisation des précaires contractuels (AESH, AED, professeurs...) !
- Régularisation des travailleurs sans papiers et de leurs enfants !

Le gouvernement veut écarter les pauvres de l'enseignement supérieur

Nos étudiants, des travailleurs en devenir, occupent déjà pour près de la moitié d'entre eux un emploi salarié, faute de pouvoir financer leurs études. Pour autant, les gouvernements de la bourgeoisie ne supportent pas que les enfants de travailleurs accèdent plus massivement à l'université, parce que leur capacité de mobilisation n'est plus à démontrer (1968, 1986, 1995, 2006, 2023...) et que les économies n'épargnent que les riches. En moins de dix ans, ils ont de plus en plus été la cible du gouvernement, avec un renforcement sans précédent de la sélection, en Master sous Hollande puis en Licence sous Macron. Le gouvernement veut en finir avec les CROUS, qui ont déjà perdu beaucoup de leur autonomie, et aujourd'hui les étudiants devraient payer la privatisation de l'université. Le gouvernement entend faire payer plein pot les études supérieures (sachant qu'il n'est déjà pas gratuit de se nourrir et de se loger, les files interminables d'étudiants dépendant de la charité et non des droits sociaux s'allongeraient encore). Il s'en est d'abord pris à la fraction la plus fragile des étudiants, les étrangers extra-européens qui se sont vus, en guise de « Bienvenue en France », infliger des frais d'inscription quinze fois supérieurs à ceux que payent les autres étudiants (la plupart des universités ont d'abord pris en charge ces frais, elles le font de moins en moins), et il envisage, dans son projet de budget, de supprimer les APL pour les étrangers, soit 300 000 personnes. Il veut maintenant cibler tous les étudiants en envisageant d'augmenter les frais d'inscription, comme le dit un rapport récent du Sénat. Et ceux qui en souffriront ne sont pas les enfants de la bourgeoisie que l'on trouve dans les grandes écoles ou dans les formations privées, mais les enfants des travailleurs qui ont réussi à accéder à l'université. Ce sont eux qui devraient payer, pour financer les militaires et les policiers que l'État veut recruter, les impôts que la bourgeoisie refuse d'acquitter. À eux de survivre au chômage et à la précarité. Les étudiants, avec les travailleurs de l'enseignement supérieur et des CROUS, doivent s'organiser pour vaincre le gouvernement Macron-Lecornu : contre la suppression des APL, pour le retrait des projets de budget, pour l'abrogation du plan mal nommé « Bienvenue en France », pour la gratuité de l'enseignement supérieur !

8 décembre

Salut aux enseignant(e)s de Madagascar

Après plus d'un mois de grève générale dans les écoles, collèges et lycées de l'île et un ultimatum adressé au gouvernement, les travailleurs de l'enseignement public ont arraché d'importantes revendications. Un protocole d'accord a été signé le 6 novembre entre la ministre de l'Éducation nationale, les syndicats et collectifs (VMM, MMI, ENS, FRAM) représentant les titulaires et les contractuels. Les mesures convenues doivent être intégrées au projet de loi de finances initiale 2026 et les signataires ont déclaré surveiller cette inscription au budget.

Le principal acquis concerne l'intégration dans la fonction publique des diplômés de l'École Normale Supérieure (ENS), des enseignants formés au Centre de formation pédagogique et de recherche pour les professeurs (CFPRP) dont des dizaines se retrouvaient précaires, voire sans emploi, ainsi que des enseignants issus du réseau FRAM. Ces derniers, recrutés localement et payés par les fédérations de parents d'élèves face à la pénurie générale d'enseignants, surtout dans les campagnes, avaient obtenu une indemnité de l'État en 2003 mais jamais leur intégration dans le corps des fonctionnaires. L'accord prévoit également l'intégration systématique des agents ayant accompli six années de service.

Deux autres revendications ont été satisfaites : l'indemnité de craie de 50 000 ariary (Ar) passe à 150 000 et celle de logement atteint 200 000 Ar, contre 14 000 actuellement.

En outre, l'augmentation de 14 % du salaire de l'ensemble des fonctionnaires a été adoptée dans le budget pour 2026, première hausse depuis 5 ans. C'est une conséquence de la mobilisation de septembre-octobre mais cela reste très insuffisant, vu la faiblesse des rémunérations et l'inflation à 8,2 % qui les rogne.

8 décembre

Comment défaire les projets de budgets Lecornu ?

L'objectif des projets de budget de l'État et de la Sécurité sociale déposés par Lecornu est de réduire le déficit à 4,7 % du PIB en 2026, pour parvenir à 3 % en 2029. Qui va payer ? Certainement pas les capitalistes ! Pour la police et l'armée, point d'austérité ! 6,7 milliards de plus pour l'armée, 600 millions de plus pour la police. Les enseignants devront compenser, avec la suppression de 4 018 postes...

Le gouvernement Renaissance-MODEM-Horizons est un ennemi des travailleurs. Il est ridicule d'espérer retourner un de ses membres au bénéfice des travailleurs.

Nous, on veut des actes. Il faut que le ministre du travail s'affirme face à Matignon. (Sophie Binet, 6 novembre)

Ce gouvernement a lancé une énième « conférence sociale ». Les syndicats doivent se prononcer contre toute participation à cette opération mystificatrice et refuser toute concertation avec un gouvernement qui prépare des budgets antisociaux.

Les débats parlementaires, les batailles d'amendements, ne changeront pas la nature des budgets pro-capital de l'État et de la Sécurité sociale. Au bout du compte, le gouvernement a tous les moyens pour revenir à ce qu'il veut, avec le Sénat dirigé par LR ou par ordonnances.

Pourtant, la CGT, Solidaires et la FSU appellent à une nouvelle journée d'action le 2 décembre, déclarant : « *Rien n'est encore joué, car le débat budgétaire durera jusqu'à mi-décembre* ».

Les dirigeants syndicaux appellent à la tenue d'assemblées générales sur les lieux de travail pour préparer le 2 décembre. Utilisons-les pour imposer la volonté des travailleurs :

Aucune concertation ! Unité de toutes les organisations ouvrières manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour interdire le vote des budgets réactionnaires ou leur passage par ordonnances !

17 novembre

Motion démocratie dans le syndicat ! (PSC/Agir-PSL)

La commission administrative du SNESup-FSU décide :

Tout membre de la CA, toute section, toute tendance peut présenter à la CA une orientation, notamment par la voie de projet de motions.

Le débat doit systématiquement avoir lieu sur les textes proposés et les projets doivent être soumis au vote.

L'ensemble des projets soumis à la CA doit être mis, grâce au site, à disposition de tous les syndiqués.

Toute candidature à une responsabilité dans le syndicat doit être soumise au vote de l'instance compétente à attribuer le mandat.

L'ordre du jour de la CA est proposé par le BN. Il est discuté en début de séance, peut être amendé et il est soumis au vote.

8 pour, 22 contre, 8 abstentions, 1 NPPV

13 novembre

Pour un syndicalisme de combat  psctendance.fr  contact@psctendance.fr

Motion répression

La motion suivante a été présentée à la commission administrative du SNESup-FSU. La bureaucratie syndicale qui dirige le syndicat a refusé de la soumettre au vote.

Le 10 septembre, 473 personnes ont été interpellées par la police de Macron-Retailleau, parmi lesquelles 339 ont été envoyées en garde à vue à l'échelle nationale. Le gouvernement cherche à criminaliser la résistance à l'austérité, au militarisme, au génocide à Gaza... À Reims, par exemple, 11 personnes ont été arrêtées, dont six étudiants qui ont dû payer 300 € d'amende pour avoir tenté de bloquer l'entrée d'un bâtiment sur le campus. L'un d'eux a passé 41 heures en garde à vue et passe en jugement le 10 mars 2026.

Face à une telle criminalisation du mouvement ouvrier et la jeunesse, la CA du SNESUP rappelle sa position pour la liberté de manifestation, contre les violences policières, contre la présence des policiers dans les universités. Elle se prononce pour la levée de toutes les sanctions pénales et de toute poursuite judiciaire.

13 novembre

Motion travailleur(se)s du supérieur, ensemble contre le génocide et la colonisation

La motion suivante a été présentée à la commission administrative du SNESup-FSU. La bureaucratie syndicale qui dirige le syndicat a refusé de la soumettre au vote.

Le 29 septembre, Trump a présenté un plan pour Gaza. Nétanyahou l'a approuvé publiquement comme Macron : « *Je remercie le Président Trump* » (3 octobre).

Il exige le désarmement unilatéral du Hamas et prévoit de transformer la bande de Gaza en protectorat mis sous la coupe des États-Unis. À cette date, les bombardements israéliens se poursuivent.

Lors du congrès du SNESup, le camarade palestinien, ovationné et applaudi debout, a demandé la fin des collaborations avec Israël. Par conséquent, le SNESup se prononce pour les mots d'ordre suivants :

- Fin de toute recherche à des fins militaires avec Israël et de toute collaboration universitaire qui sert à renforcer l'armée génocidaire.
- Fin immédiate et inconditionnelle du blocus de Gaza, ouverture de tous les points de passage.
- Retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie.
- Libération sans condition de tous les prisonniers palestiniens des prisons israéliennes.
- Campagne française, européenne et internationale de tous les syndicats pour interdire la livraison d'armes ou de pétrole à Israël. Comme en Espagne et en Italie, manifestation de masse avec blocage du matériel militaire destiné à l'armée sioniste dans les ports, aéroports et sur les routes (« stop arming Israel »).
- Annulation de toutes les procédures et jugements contre les militants propalestiniens.
- Abrogation de la loi dite « antisémitisme » dans l'ESR.

Le SNESup s'adresse à la direction de la FSU et à toutes les confédérations pour qu'elles prennent la même position et organisent des manifestations unies de masse pour arrêter le génocide à Gaza.

13 novembre

Assemblée générale de PSC
jeudi 15 janvier 19 h 30

demandez le lien de la visio à contact@pscetendance.fr